

## Une rapporteuse de l'ONU fait l'objet d'une « campagne de diffamation » pour avoir dénoncé l'occupation israélienne

### Description

Par Shir Hever, le 26 avril 2023

*Des ONG de droite et des hommes politiques de droite demandent le renvoi de Francesca Albanese, mais l'experte de l'ONU affirme qu'elle continuera à dénoncer les violations du droit international par Israël.*



Francesca Albanese a été nommée en mai 2022 rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés.

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les [territoires palestiniens](#) occupés depuis 1967, n'est pas découragée par les récentes campagnes [israéliennes](#) l'accusant d'antisémitisme pour avoir fait son travail.

« Ce n'est ni la première ni la dernière fois que mon mandat et ma personne seront attaqués », a déclaré Mme Albanese à Middle East Eye. « Un régime d'apartheid, comme le reconnaît le [cadre juridique international](#), peut avoir recours à la persécution des personnes et des organisations qui s'y opposent.

Depuis qu'elle a pris ses fonctions en mai 2022, Mme Albanese a été confrontée à une forte opposition de la part de la droite israélienne pour ses remarques sur le conflit israélo-palestinien. Dans le cadre de ses fonctions de rapporteur de l'ONU, elle a dénoncé les violations des droits de l'homme commises par Israël, notamment le [crime d'apartheid](#) et le fonctionnement d'un [État colonial de peuplement](#) qui n'est pas tenu responsable des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qu'il commet dans les territoires palestiniens occupés.

En décembre, la plateforme de hasbara (relations publiques) du gouvernement israélien [ACT-IL](#) a lancé une campagne appelant à son licenciement. Cette campagne a été suivie d'une pétition similaire sur [Change.org](#).

Au début du mois d'avril, la dynamique visant à démettre Mme Albanese de ses fonctions s'est intensifiée, dans ce qui ressemblait à une campagne coordonnée à l'aide d'articles et de tweets.

Entre le 9 et le 12 avril, de nombreux articles ont été publiés dans plusieurs médias, dont le [Times of Israel](#), [World Israel News](#), le [Washington Free Beacon](#), [Jewish News Syndicate](#), [European](#)

---

[Jewish Press](#), [The Jerusalem Post](#), et [The Foreign Desk](#), accusant Mme Albanese d'antisémitisme.

Ces articles ont coïncidé avec une [campagne sur Twitter](#) visant à faire pression sur le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et sur le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Turk, pour qu'ils renvoient M. Albanese. Des agents israéliens ont également [mobilisé](#) un législateur italien pour exiger la démission de Mme Albanese.

Mme Albanese affirme que les articles contenaient de nombreuses allégations fausses, l'accusant d'inciter le Hamas à la violence et de « tolérer le terrorisme antijuif », ce que le rapporteur de l'ONU a démenti en affirmant que ces accusations n'étaient pas fondées. Elle a déclaré que ces accusations étaient fondées sur une présentation erronée d'une conférence à laquelle elle a assisté comme un événement « parrainé par le Hamas » et sur son affirmation du droit des Palestiniens à l'autodéfense.

Mme Albanese a également rejeté toutes les accusations d'antisémitisme, les qualifiant de « mensonges » et faisant partie d'une « campagne de diffamation ».

Malgré les pressions incessantes, Mme Albanese est convaincue qu'elle continuera à s'exprimer contre l'occupation israélienne. « Je dois rester concentrée sur mon travail et sur les millions de personnes opprimées ou affectées par l'occupation, ainsi que sur les nombreuses personnes menacées dans le monde entier pour avoir dénoncé », a-t-elle déclaré à MEE.

Il est largement admis que le ministre israélien des affaires stratégiques, récemment rouvert, qui finance des ONG pour diffuser indirectement des messages israéliens, a été impliqué dans cette campagne. [NGO Monitor](#), connu pour avoir fabriqué des preuves contre six organisations de la société civile palestinienne, et l'International Legal Forum ([ILF](#)) figurent parmi les organisations associées au ministre. Ces deux ONG ont lancé des campagnes en ligne appelant à la révocation d'Albanese.

Entre-temps, Amichai Chikli, ministre israélien des affaires de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme, a pris le train en marche, rédigeant au début du mois [un article](#) attaquant Mme Albanese et appelant à sa révocation.

### **Confusion entre antisémitisme et critique**

Carinne Luck, directrice internationale de [Diaspora Alliance](#), a commenté la campagne en ces termes : « Elle ne fait rien pour protéger les droits et la sécurité du peuple juif. »

« Un tel amalgame entre l'antisémitisme et la critique d'Israël ne fait que rendre plus difficile l'identification de l'antisémitisme lorsqu'il se manifeste », a-t-elle déclaré à MEE.

Le ministre palestinien des affaires étrangères a également [dénoncé](#) l'attaque contre Mme Albanese, affirmant qu'elle était liée à sa dénonciation de la « criminalité » israélienne.

---

Le ministre a appelé les États membres de l'ONU à « assurer la protection des titulaires de mandat et des défenseurs des droits de l'homme contre les intimidations et les attaques de l'occupation israélienne ».

Sid Shniad, membre fondateur de Independent Jewish Voices Canada, a déclaré que les accusations d'antisémitisme sont souvent portées contre ceux qui critiquent les mauvais traitements infligés par Israël aux Palestiniens.

« Mme Albanese n'est pas la seule, puisque plusieurs anciens rapporteurs, ainsi qu'Amnesty International et Human Rights Watch, ont tous été la cible de la même diffamation », a-t-il déclaré à MEE.

Mme Albanese est une experte renommée en matière de migration forcée et enseigne le droit international dans plusieurs universités. Elle est titulaire d'une licence en droit et d'un doctorat en cours, et est mariée et mère de deux enfants.

Elle est la première femme à occuper le poste de rapporteuse spéciale sur la Palestine. Bien que ses prédécesseurs masculins aient été durement attaqués par des fonctionnaires israéliens et des groupes pro-israéliens, les efforts ciblés et énergiques déployés actuellement pour démettre un rapporteur de ses fonctions sont sans précédent.

Pour signer une pétition de soutien à ceux qui osent dénoncer Israël, signez la [pétition ici](#).

**Source :** [Middle East Eye](#)

**Traduction :** AGP pour l'Agence Média Palestine

## Tags

1. Albanese
2. attaques
3. diffamation
4. droit international
5. Israël
6. ONU
7. palestine
8. rapporteur spécial

**date créée**  
2023/04/28